Notre indépendance intellectuelle

Autor(en): **Picot, Albert**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **16 (1915-1916)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-917289

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

NOTRE INDÉPENDANCE INTELLECTUELLE

Beaucoup de Suisses allemands derrière Spitteler, Fleiner, Konrad Falke, Max Huber, Tondüry, Ragaz et tant d'autres, luttent chez eux pour l'indépendance intellectuelle de la Suisse. Lorsqu'ils reprochent au cours de leurs conversations ou dans leurs écrits, à quelques-uns des leurs, leur dépendance vis-à-vis de la pensée et de la force allemandes, ceux-ci répondent se sentir la conscience à l'aise et qu'ils feraient mieux d'aller en Suisse romande nous reprocher notre manque de liberté à l'égard de la France et des alliés dans notre appréciation des événements actuels.

Nos amis Suisses allemands s'adressent alors à nous et nous demandent de répondre à ce reproche et d'expliquer notre attitude. Nous le faisons volontiers, car s'il y a une chose qui nous tient à cœur, c'est que notre liberté de juger soit sauvegardée au cours de cette terrible crise de la vie européenne. Nous tenons beaucoup à ne pas insensiblement l'aliéner entre des mains étrangères, et après avoir fait un retour sur nous-mêmes, voici ce que nous répondons à nos Confédérés:

Il n'est pas question pour l'opinion romande de marquer son indépendance intellectuelle à l'égard de la France en s'efforçant systématiquement de chercher un point de vue opposé à celui de notre voisine et en affirmant nos oppositions pour le vain plaisir de les affirmer.

Trop de circonstances et trop de bonnes raisons nous poussent au contraire à avoir pour la France de la sympathie et à partager avec elle certains points de vue.

Je m'explique :

La cause de la France tout d'abord nous intéresse parce qu'elle fait partie de ce groupe de puissances qui lutte avec les petits peuples belge et serbe. La cause des petites nations étant la nôtre, nous souhaitons le succès de cette cause et non de celle de leurs trop puissants oppresseurs.

La cause de la France nous intéresse encore parce qu'elle lutte — comme l'a expliqué M. le professeur Rappard — contre celui de nos voisins qui économiquement menace le plus notre indépendance industrielle et commerciale.

La France enfin nous émeut parce qu'elle est malheureuse. Depuis tantôt deux ans, ses plus riches provinces sont envahies, séparées de la patrie et nous avons appris, comme nos Confédérés, par le passage des évacués, tout ce que l'occupation étrangère représente pour un peuple de misère et de tristesse.

Nous admirons encore la France parce qu'elle se défend admirablement contre l'envahisseur et parce que la guerre a ressuscité chez elle d'anciennes vertus de sérieux et d'héroïsme qui souvent nous semblaient affaiblies.

En face d'une nation qui lutte à la vie et à la mort et qui se conduit avec vaillance, le petit pays qui a eu le privilège de rester épargné n'a pas à faire des manifestations déplacées. Il salue respectueusement et imite en cela la noble attitude prêchée par le grand Spitteler.

Mais cette attitude de respect veut-elle dire que nous aliénons pour cela notre jugement et notre indépendance?

On pourrait quelquefois le croire chez nous et hors de chez nous, lorsqu'on voit certains esprits romands, certains Suisses établis à Paris et ailleurs, entraînés par je ne sais quel snobisme boulevardier, quel appât de flatteries agréables, ou quel désir de se faire une clientèle politique ou mercantile, s'affirmer plus germanophobes que les soldats du front, plus cocardiers que nos voisins, aussi gobeurs de nouvelles tendancieuses que s'ils habitaient un des pays belligérants.

On pourrait le croire aussi, quand on voit un journal romand, par ailleurs si patriote, accueillir un article d'un étranger parlant de la Suisse romande comme de la „nation romande".

On pourrait le croire, quand on voit un petit journal malmener d'honorables citoyens parce qu'ils ne partagent pas tout son enthousiasme pour la cause des Alliés et se permettent, dans une brochure, de dire „Audiatur et altera pars".

On pourrait le croire... mais on serait bien fou de le faire, et nos amis Suisses allemands connaissent trop peu et le bon sens du paysan vaudois et l'esprit d'indépendance du citadin genevois et le patriotisme de tous, s'ils croient que les manifestations un peu surprenantes de quelques intellectuels nerveux signifient que nous aliénons notre indépendance de pensée entre les mains d'un des partis en guerre.

La grande masse de l'opinion romande a pris parti [1]) pour la cause des Alliés parce qu'elle y voit une cause de justice et a le pressentiment que les puissances occidentales défendent, avec leur drapeau, celui de la liberté et de la conscience humaines, mais elle sait bien que les grandes nations, malgré le souffle généreux qui anime l'opinion publique, restent les grandes nations et sont toujours à craindre. Elle sait bien qu'au cours des guerres de la Révolution, la Suisse a été envahie par le Directoire et pillée par lui avant que d'être envahie par les Alliés. Elle sait bien qu'à Genève, pendant l'occupation française, l'herbe poussait entre les pavés des rues. Elle sait bien que le Transvaal n'est plus un Etat libre, que la Finlande a perdu pendant la guerre ses dernières libertés et que la Pologne a connu sous le régime russe de tristes jours, et elle sait bien enfin pourquoi nos pères, pendant tant de siècles, ont tout sacrifié à Genève: pour rester inébranlablement fidèles à l'alliance suisse.

Elle sait tout cela tranquillement, sereinement, mais elle n'éprouve pas le besoin de le dire à tout venant. Un scrupule délicat l'arrête lorsqu'elle pense à la nation voisine et amie, envahie, jouant sa destinée dans une lutte sans merci.

Mais soyez bien sûrs, Confédérés, que si un jour, profitant des sympathies actuelles, quelqu'un voulait les exploiter pour nous enjôler et nous nuire, l'opinion saurait dire „Halte!" et ne laisserait pas quelque snob ou quelque publiciste faire un pas contraire à notre véritable attachement.

On l'a déjà dit de nous il y a trois siècles: „Notre humeur est de demeurer libres".

GENÈVE. ALBERT PICOT.

□□□

[1]) Pendant la guerre des Bœrs, l'opinion romande a été avec celle de la Suisse allemande pour les Bœrs contre les Anglais. Pendant l'affaire Dreyfus les journaux romands ont tous été taxés de francophobie à cause de leur attitude dreyfusarde. Ces époques ne sont pas lointaines.